

# TRANSITIONS

Trimestriel • Iles de Paix • rue du Marché 37 • 4500 Huy

N°102 • MARS 2014

## LES DÉFIS DE L'AGRICULTURE FAMILIALE



› CAMPAGNE 2014  
Merci à tous !



› PÉROU  
Leur redonner confiance



# RÉCOLTER ET SEMER, EN TOUTE LIBERTÉ !

L'histoire commence dans un village à l'Est du Burkina Faso. Comme un milliard de petits agriculteurs dans le monde, un paysan y cultive, à la main, du maïs sur son lopin de terre. Ses récoltes lui permettent de nourrir sa famille et, grâce aux surplus que son épouse vend au marché, de subvenir à ses besoins et d'envoyer ses enfants à l'école. Tout comme son père et son grand-père avant lui, ce paysan sélectionne et resème, d'une année à l'autre, une partie de sa récolte. Un geste des plus banals, perpétué depuis les prémises de l'agriculture.

Ce paysan burkinabè pourrait être considéré comme un trafiquant. L'auteur d'un délit de contrefaçon. Mais qu'a-t-il bien pu copier illégalement ? A ses heures perdues, revendrait-il des reproductions de montres ou de sacs de grandes marques sur le marché de la ville la plus proche ? Serait-il impliqué dans un réseau d'impression de fausse monnaie ?

Que nenni ! Le délit qui pourrait être reproché à ce petit agriculteur est d'avoir ressemé les semences de ses propres récoltes.

Une histoire fantaisiste me direz-vous ? Pas tellement. Sur la planète, les semences publiques accessibles à tous disparaissent les unes après les autres. Deux tiers des semences font désormais l'objet d'un commerce concentré dans les mains d'une poignée

de multinationales, dont l'objectif est de contrôler toute la filière. A coup de brevets sur les semences, celles-ci privatisent les ressources agricoles, fruits des efforts combinés de générations d'agriculteurs du Sud.

A mesure que le monopole de ces firmes s'accroît, dans un nombre croissant de pays, les paysans n'ont donc plus accès qu'aux semences de l'industrie semencière qu'ils doivent racheter chaque année, avec leur corollaire: une panoplie d'engrais et de pesticides, vendus à prix forts. S'ils souhaitent ressemer une partie de leur récolte, les paysans doivent payer une redevance. Au risque d'être traités en criminels... pour délit de contrefaçon.

Ce modèle engendre une menace pour la liberté des communautés humaines et la biodiversité agricole. Au détriment d'une agriculture familiale, orientée vers la souveraineté alimentaire. C'est, au contraire, dans la voie de cette agriculture à échelle humaine qu'Iles de Paix s'engage depuis le départ. Aux côtés de milliers de familles du Sud. Celle de notre paysan burkinabè en fait partie.



**Laurence Albert**  
Secrétaire générale

102  
Mars  
2014

## SOMMAIRE

- 4 **Action Sud** > Des actions d'Iles de Paix au Bénin, Pérou et Mali
- 7 **Question/Réponse** > Quand et comment clôturer un projet ?
- 8 **Dossier** > L'agriculture familiale à l'honneur
- 14 **Infos Monde** > Brèves sans frontières

### POUR FAIRE UN DON

#### Belgique :

Banque de la Poste BE97 0000 0000 4949  
BNP Paribas Fortis BE04 2400 2962 6531  
CBC BE30 1963 6001 1111

Déduction fiscale à partir de 40 euros par an  
(45 % du montant total des dons)

#### GD Luxembourg :

CCPL LU61 1111 0227 5355 0000  
Communication : « Iles de Paix-Luxembourg »

Déduction fiscale à partir de 120 euros par an

**EDITEUR RESPONSABLE** > Laurence Albert - Rue du Marché, 37 - 4500 Huy

### ILS ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO

Maliki Agnoro, Laurence Albert, Gaël de Bellefroid, Christine de Bray, Laurent Deutsch, Olivier Genard, Martine Hansotte, Ludovic Joly, Issouf Kaboré, Ousseini Koudougou, Stéphanie Laloux, Caroline Lefrancq.

**RÉDACTION** > Jacques Bodeux

**GRAPHISME** > Marie Freres

**ÉDITEUR** - Iles de Paix - Rue du Marché, 37 - 4500 Huy - Tél. : 085 23 02 54  
info@ilesdepaix.org - www.ilesdepaix.org - RPM : 408.908.151

**IMPRESSION** > Van Ruys Printing. Transitions est imprimé sur du papier recyclé  
Transitions bénéficie du soutien de la Direction générale de la coopération au développement (DGD)



© Marie Vandercammen/IDP

## LA CAMPAGNE MERCİ AUX BÉNÉVOLES ET... À TOUS LES AUTRES !

Comme chaque année, la campagne d'Iles de Paix a beaucoup mobilisé : quelque 40.000 bénévoles ! Il faut ajouter, à ces sympathisants qui se sont engagés en première ligne, tous ceux qui, dans l'anonymat, leur ont fait bon accueil en apportant leur contribution à Iles de Paix. La campagne est essentielle par les apports financiers qu'elle nous procure : d'une année à l'autre près de 30 % du budget dont peut disposer l'association. L'objectif du million d'euros sera-t-il cette fois atteint, voire dépassé ? Nul ne peut encore le dire à l'heure où nous bouclons ce Transitions, mais la tendance semble bonne. Quoi qu'il soit, nous aurons vécu ensemble une belle et grande aventure humaine !

## UN CHEF D'ENTREPRISE IMPRESSIONNÉ PAR LE TRAVAIL D'ILES DE PAIX

François Fornieri, patron de la société pharmaceutique liégeoise Mithra, figurait parmi les 100 Belges ayant marqué l'année 2013 présentés et interrogés par Le Soir en décembre dernier. Il en a profité pour saluer Iles de Paix, avec lequel il a engagé au nom de son entreprise un partenariat pour la construction d'un collège dans le village de Louargou, au Burkina Faso. Invité à s'exprimer sur les faits ou les personnes qui l'ont vraiment marqué en 2013, il cite en conclusion les bénévoles d'Iles de Paix. *Ces bénévoles (...) suscitent vraiment mon admiration. J'ai pu voir ce qu'Iles de Paix a fait au Burkina Faso pour favoriser la scolarisation des jeunes filles : leur engagement est vraiment exceptionnel.*

François Fornieri parle en connaissance de cause. En décembre, il a, en effet, visité les projets d'Iles de Paix au Burkina avec deux membres de son comité de direction. Et il refera le voyage en octobre pour participer à l'inauguration du collège de Louargou.



© IDP

Sur les bancs d'une école burkinabè.



## LES DONATEURS D'ILES DE PAIX FONT DE LA RÉSISTANCE !

Près de 4.000 personnes font, bon an mal an, un ou plusieurs dons à Iles de Paix. Malgré la crise, le total annuel de ces dons se maintient depuis cinq ans aux alentours de 500.000 €.

Les dons privés demeurent donc relativement stables, et cette fidélité de nos sympathisants nous réjouit. Au même titre que la campagne, les dons permettent à Iles de Paix de tenir ses engagements à l'égard de ses partenaires et de lever des financements publics pour les amplifier.

Malgré tout, stabilité dans le temps signifie tout de même lente érosion des apports privés.

Martine Hansotte, responsable de l'unité finance et ressources humaines d'Iles de Paix : *Nous maintenons le cap, c'est vrai, mais nous n'avons pu le faire que parce que nous avons accru nos efforts depuis deux ans pour qu'il en soit ainsi. Nous nous sommes, par exemple, adressés personnellement à un certain nombre de donateurs « dormants » qui semblaient nous avoir abandonnés. Nous avons aussi lancé, via Transitions, des appels à dons pour la réalisation de certains projets.*

*Ce qui est frappant en tout cas, c'est la diminution progressive du montant du don moyen. Nous enregistrons davantage de petits dons. On sent que la crise pèse sur le budget « solidarité » des ménages. Malgré tout, Iles de Paix bénéficie plutôt d'une situation favorable par rapport à d'autres ONG, certaines ayant perdu jusqu'à 30 % de leurs recettes en dons. Merci, donc, à tous nos sympathisants pour la confiance qu'ils continuent à nous accorder !*



• En vidéo : ce que les modules « produisent » au Pérou • Le compte-rendu des réalisations d'Iles de Paix en 2013 • Le bilan 2013 de François Fornieri dans Le Soir  
> [www.ilesdepaix.org/transitions](http://www.ilesdepaix.org/transitions)

# PARTENAIRES AU BÉNIN



*Deux ONG locales sont parties prenantes des nouvelles interventions d'Iles de Paix au Bénin. Elles favoriseront l'ancrage des projets et aussi leur durabilité.*



© Jacques Bodeux/IDP

**Le soutien aux femmes et au développement de leurs activités économiques : c'est la tâche dévolue à Jura Afrique Bénin.**

Comme au Burkina Faso et au Pérou, Iles de Paix engage ses nouveaux programmes au Bénin en collaboration avec des partenaires locaux, les ONG BUPDOS et Jura Afrique Bénin. La première prendra en charge les appuis au maraîchage et à la production de maïs. La seconde s'occupera de la promotion d'activités rémunératrices pour les femmes.

On trouve parmi les ONG du Sud de plus en plus d'organisations qui connaissent bien le contexte local et ont acquis une bonne expérience du développement. Travailler avec elles est une opportunité et Iles de Paix peut aussi beaucoup leur apporter dans différents domaines.

## FAIRE LE BON CHOIX

**Ludovic Joly, coordinateur d'Iles de Paix au Bénin :** *Un partenariat avec des ONG locales présente de nombreux avantages, notamment en termes d'ancrage social des projets et de durabilité de ceux-ci. Le choix de nos partenaires a fait l'objet d'un travail minutieux. Nous avons rencontré vingt-cinq ONG pour finalement n'en retenir que deux. Nous cherchions des organisations connaissant bien la région et ayant une expertise des activités que nous allons mettre en œuvre. Des organisations sérieuses, bien structurées, fiables.*

*Surtout, nous avons été très attentifs à choisir des partenaires qui aient une vraie conception du développement, proche de la nôtre.*

## QUI FAIT QUOI ?

**L.J. :** *Il faut souligner que ces deux ONG ont participé à l'élaboration du programme que nous avons soumis à la Coopération belge pour financement (avec succès). Elles ont donc été impliquées dès le départ.*

*Maintenant, elles ont la responsabilité de mettre en œuvre les activités de terrain avec les bénéficiaires. Iles de Paix est dans une position d'accompagnement, de suivi et de renforcement des capacités de ces partenaires. Il y aura des formations théoriques, mais aussi et surtout de la formation dans l'action, au quotidien.*

*Il n'est pas question que la qualité des interventions d'Iles de Paix diminue. ●*

## MALIKI AGNORO, INGÉNIEUR AGRONOME, DIRECTEUR EXÉCUTIF DE JURA AFRIQUE BÉNIN.

**Vous prenez en main l'appui aux activités féminines. Quelle est votre expérience en la matière, la plus-value que vous pouvez apporter ?**

*D'abord, il faut souligner que Jura Afrique Bénin travaille depuis plus de vingt ans dans cette région de la province de l'Atacora. Nous y bénéficions d'un solide ancrage.*

*Pour les femmes, nous avons mené des campagnes de sensibilisation sur des thématiques sociales et sanitaires, travaillé sur le renforcement de leurs compétences techniques et sur leur organisation en groupements, favorisé leur accès au crédit, etc. Plus de 200 personnes, membres de nos groupements féminins, ont directement bénéficié de nos appuis dans la région. Nous avons donc une solide expérience de ce type d'appui.*

**Qu'attendez-vous de ce partenariat avec Iles de Paix ? Va-t-il vous permettre de faire un pas en avant ? En quoi peut-il fortifier Jura Afrique Bénin ?**

*D'emblée, ce qui est positif, c'est que des ONG du Nord et du Sud conjuguent leurs efforts pour mener un programme de développement en faveur de populations défavorisées.*

*Et bien sûr, nous sommes sûrs que cette collaboration va nous permettre de progresser. En nous appuyant sur Iles de Paix, nous allons pouvoir améliorer nos compétences techniques, notre fonctionnement en tant qu'organisation et aussi notre visibilité. C'est important pour l'avenir Jura Afrique Bénin.*



# UN REGARD NEUF SUR LES ACTIONS D'ILES DE PAIX



Depuis quelques mois, Caroline Lefrancq travaille au sein de l'équipe d'Iles de Paix au Pérou dans le cadre du Programme Junior de la Coopération technique belge<sup>(\*)</sup>. Premières impressions de cette passionnée de la culture des Indiens d'Amérique, du Nord comme du Sud.

Dans un premier temps, Caroline est chargée de réaliser la « capitalisation » de l'intervention d'Iles de Paix dans le district (commune) de Molino, qui se termine fin de cette année.

## En quoi consiste le travail que tu effectues actuellement à Molino ?

*Il s'agit de retracer « l'historique » du projet ; comment l'intervention a été pensée, développée, implémentée, mais aussi les leçons apprises sur ce qui fonctionne bien ou moins bien. Ce document est important car il vise à constituer la mémoire du projet. Il servira tout d'abord au personnel d'Iles de Paix pour penser les interventions futures. Ensuite, il fournira des informations à toute personne désireuse de mieux connaître l'association et sa manière de développer ses interventions. Enfin, cet écrit servira de base aux institutions ou personnes intéressées par la réplique d'un tel projet.*

## Quels sont, à ton avis, les points forts de la démarche d'Iles de Paix ?

*Tout d'abord, la sélection des projets sur base des demandes de la population locale et en concertation avec elles. Ensuite, la politique de responsabilisation des participants aux projets. Les personnes qui désirent en bénéficier doivent montrer leur motivation et apporter une contribution personnelle (main-d'œuvre, achat d'une partie du matériel, etc.). Cela permet d'avoir à faire à des personnes vraiment désireuses de s'impliquer et d'aller de l'avant. Et surtout, cela valorise fortement les participants et les fait sortir de la logique d'assistantat à laquelle ils sont trop souvent habitués.*



*Très important aussi, le travail qu'Iles de Paix effectue pour créer une synergie et des collaborations entre les différentes associations ou institutions qui travaillent sur le même thème ou la même zone. Cela constitue, selon moi, un des facteurs clés de la réussite du projet, et également de sa pérennité.*

*J'ajouterais, c'est une évidence, le programme de formation des techniciens de terrain parmi les paysans : ces personnes ressources apportent une assistance technique et prodiguent leurs conseils aux paysans de leur localité. Cela est très précieux.*

## Quels sont les besoins prioritaires des personnes que tu rencontres ?

*Avant tout, je pense que cette population a besoin de reprendre confiance en elle et en ses capacités de se prendre en mains, de mener à bien un projet et d'en tirer les bénéfices. En cela, l'intervention d'Iles de Paix a joué un rôle très positif. En parallèle, évidemment, il leur faut des formations pour renforcer leurs connaissances techniques et améliorer leurs pratiques dans leur domaine de spécialisation. Bien entendu, Iles de Paix peut y répondre, mais je pense que cela prend du temps, car le plus difficile et le moins visible est le travail à faire sur le changement des mentalités (sensibilisation à l'hygiène, à une alimentation équilibrée, à l'amélioration de l'habitat grâce aux revenus dégagés des activités de culture ou d'élevage). Nous avons déjà beaucoup investi sur la sensibilisation des populations, mais de nombreuses personnes s'accordent pour dire que ce point est vraiment essentiel et qu'il y a encore beaucoup à faire sur ce thème. ●*

<sup>(\*)</sup> La Coopération technique belge (CTB) est l'agence belge de développement du ministère fédéral de la Coopération au développement. Elle appuie et encadre des programmes de développement pour le compte de l'État belge. Son Programme Junior offre à des jeunes l'opportunité d'acquérir une expérience professionnelle dans la coopération au développement.



À 21 ans, Caroline Lefrancq est allée à la rencontre des Indiens des Etats-Unis (la réalisation d'un rêve d'enfance). Elle a, par la suite, décroché un diplôme de sociologie à l'Université catholique de Louvain, puis un master en anthropologie sur les Indiens d'Amérique du Nord à Paris. Avec son compagnon péruvien, elle s'est investie dans l'association *El Andino*, qui promeut en Belgique la culture andine et dispense des cours de quechua.



L'interview de Caroline en version intégrale • Le lien vers la page Programme Junior de la CTB > [www.ilesdepaix.org/transitions](http://www.ilesdepaix.org/transitions)



Mali

# TOUTE UNE PLAINE POUR LE RIZ UN RENDEMENT RECORD



© IDP

**Pas de triomphalisme, mais tout de même... Malgré un déficit en pluies, la plaine de Bénéna, aménagée en 2013 pour une culture améliorée du riz, a vraiment bien « donné ». Les rendements ont plus que triplé : trois fois plus de riz dans les assiettes !**

## LE PROBLÈME

Avant l'intervention d'Iles de Paix, la plaine de Bénéna (15 hectares de terres basses, un bas-fond) était déjà exploitée pour la culture du riz, mais avec des résultats assez médiocres. Les mauvaises conditions d'exploitation, entre sécheresse et trop-plein d'eau, rendaient les récoltes très aléatoires.

D'un côté, les paysans essayaient sans grand succès de garder l'eau de la saison des pluies dans leurs parcelles en érigeant des barrages de fortune. De l'autre, les crues d'une rivière proche emportaient tout ou presque sur leur passage. Résultat à l'époque : 8 hectares productifs les bonnes années et à peine 800 kilos de riz à l'hectare. Beaucoup d'efforts pour pas grand-chose.

## LE PROJET

La solution proposée : sécuriser les 15 hectares de culture disponibles en érigeant des digues résistantes et permanentes permettant une irrigation maîtrisée.

Deux longues digues ont été aménagées aux pourtours de la plaine. L'une pour maintenir les eaux nécessaires à la culture, l'autre pour empêcher des inondations intempestives. Elles sont équipées de vannes, permettant de contrôler l'irrigation. Depuis l'année dernière, les 15 hectares sont réellement exploitables et 51 familles, soit

plus de 350 personnes, en bénéficient.

Les villageois étaient très motivés par ce projet. Pour qu'il soit mené à bien, ils ont mobilisé plus de 5.000 €, en contribution financière et en main-d'œuvre. Cela peut paraître peu par rapport à un investissement total de 82.000 €. C'est une somme importante au regard du niveau de vie dans cette région.

## LE RÉSULTAT

Le résultat à atteindre avait été fixé : passer d'une récolte de 800 à 2.000 kilos à l'hectare. Tout le monde était donc un peu anxieux avant l'évaluation des rendements de la première récolte de la plaine réaménagée.

**Ousseini Koudougou, coordinateur d'Iles de Paix au Mali :** *On a eu un sérieux déficit de pluies et, en plus, elles se sont interrompues un peu tôt, en septembre. Ce n'était donc pas idéal. Malgré tout, les exploitants ont obtenu un rendement moyen de 2.783 kilos par hectare. Cela représente presque 40 tonnes de riz pour toute la plaine ! La production supplémentaire par famille mérite d'être signalée : plus de 300 kilos !*

## LE TÉMOIGNAGE



© IDP

**Gédéon Koné** exploite une parcelle dans la plaine de Bénéna : *Grâce à l'aménagement de la plaine, j'ai doublé ma production à l'hectare, mais d'autres ont fait encore beaucoup mieux ! Ce qui me paraît aussi très important, c'est que les digues alimentent notre réserve en eaux souterraines. Avant, dans les puits, il fallait aller chercher l'eau à 4 ou 5 mètres de profondeur. On la trouve maintenant à moins de 2 mètres ! ●*

## ET VOUS, DANS TOUT ÇA ?...

**Eh bien, on peut dire que vous avez répondu massivement à l'appel à dons lancé pour le financement de ce projet. Vos contributions ont atteint la somme de 12.380 €, soit plus de 15 % du coût total de l'aménagement de la plaine de Bénéna. Au nom des producteurs de Bénéna, nous vous remercions chaleureusement !**

# COMMENT SE TERMINE UNE INTERVENTION D'ILES DE PAIX ? QUAND PARTIR, ET COMMENT ?

COMMENCER UNE COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT RECUEILLE SOUVENT ENTHOUSIASME ET BONNE VOLONTÉ. LA CLÔTURER, C'EST GÉNÉRALEMENT BIEN PLUS DIFFICILE. ON S'EST CONNU, ON A TRAVAILLÉ ENSEMBLE. PAS FACILE DE SE QUITTER !

Iles de Paix agit par des programmes de développement qui visent l'amélioration des conditions de vie de populations qui ont vraiment besoin d'un appui à court ou moyen terme. Une intervention a aussi, et surtout, vocation à améliorer la capacité de ces populations à se prendre en charge sur le long terme.

Dominique Pire, fondateur de notre association, disait : *Il faut partir dès que la communauté a atteint un point à partir duquel elle peut assumer elle-même son développement.* Contribuer à un développement durable implique que dès son arrivée, un organisme d'aide commence à préparer son départ.



Aménagement d'une diguette pour la riziculture : une activité que les paysans ont bien assimilée et qu'ils sont en mesure de mener sans appui extérieur.

## SE DONNER LE TEMPS, MAIS PAS TROP

Iles de Paix a balisé ses interventions dans le temps. 10 à 12 ans dans une région, 5 à 8 ans dans une commune ou sur une thématique particulière (le maraîchage, par exemple). Cela peut paraître très formel ou radical, mais il est important de ne pas « s'incruster » car on risquerait alors de voir s'installer une dépendance contreproductive. Il faut susciter des dynamiques locales et faire en sorte qu'elles puissent prendre le relais, aller plus loin en toute autonomie.



La formation des bénéficiaires est essentielle pour une poursuite autonome de leurs projets.

## PRÉPARER L'AVENIR

La phase de préparation à l'autonomie est une étape très importante d'une intervention de développement, qu'elle soit à petite ou à grande échelle. Il faut consolider pour assurer la durabilité des acquis, voire leur amplification. Cela implique que l'on renforce les compétences des bénéficiaires. Compétences techniques, compétences en gestion et en organisation, compétences commerciales. Tout dépend, évidemment, de la teneur du projet, qui peut concerner des producteurs paysans, des responsables de communes, des associations d'usagers de tel ou tel service public, etc.

## ET APRÈS, ON SE QUITTE BONS AMIS ?

Clairement, à la fin d'une intervention, on sort de la relation « donateur/aidant-bénéficiaire ». Si Iles de Paix est encore actif dans la région, des collaborations limitées sur des problèmes bien précis peuvent être envisagées, mais pas plus.

Par contre, il est important de garder le contact. Pour analyser comment ce que l'on a aidé à mettre en place a évolué. Pour offrir, si cela est demandé, quelques conseils. Pour faire profiter de nouveaux bénéficiaires de l'expérience des anciens, y compris par des mises en contact. Et aussi, à plus long terme, pour étudier et analyser à nouveau les impacts de l'intervention. Il est des réussites dont il faut tirer profit. Il est des échecs qu'il faut s'éviter de reproduire. ●

**POSEZ UNE QUESTION. NOUS Y RÉPONDONS.**  
**INFO@ILESDEPAIX.ORG**

# > AGRICULTURE FAMILIALE UNE ANNÉE DE RECONNAISSANCE ET DE PLAIDOYER

## SOMMAIRE

- > Les enjeux et défis de l'agriculture familiale
- > Europe : les ajustements de la politique agricole commune
- > Agroécologie : le grand retour de l'authenticité
- > Un Burkina à Gembloux : apprendre d'autres expériences
- > Commerce agricole : un marché de dupes ?

**2014 Année internationale de l'agriculture familiale. L'ONU entend signifier par là que l'agriculture, singulièrement celle des petites et moyennes exploitations, doit redevenir un enjeu central dans l'agenda international. Il était temps.**

Le développement de l'agriculture industrielle dans la seconde partie du 20<sup>e</sup> siècle avait occulté l'importance de l'agriculture familiale pour la sécurité alimentaire mondiale. Elle apparaissait désuète, inefficace et somme toute vouée à ne plus jouer qu'un rôle marginal. L'agriculture intensive, grâce aux rendements records qu'elle affichait, semblait en mesure de nourrir le monde à bas prix. De plus, la libéralisation du commerce agricole international, permettant une circulation « sans frontières » de ses produits, devait accentuer l'efficacité générale du système.

La crise alimentaire de 2007-2008, provoquée par un fléchissement de la production agricole alimentaire et une hausse spectaculaire de ses coûts, a constitué une piqûre de rappel et contribué à replacer le dossier agricole au premier plan des préoccupations internationales.

D'autant que l'agriculture industrielle des pays du Nord et l'agriculture intensive issue de la révolution verte<sup>(1)</sup> des années 1960 dans les pays du Sud semblent montrer certaines de leurs limites : dégradation de l'environnement, surexploitation des ressources naturelles, impact sur le climat, etc.

*9 milliards d'humains en 2050.  
La production agricole alimentaire  
devra augmenter de 70 % !*

Et puis, il y a le défi démographique. Il faudra, à l'horizon 2050, nourrir 9 milliards de personnes, alors qu'à l'heure actuelle, 850 millions de personnes sont encore sous-alimentées. Pour relever ce défi, la production agricole devra augmenter de quelque 70 %. La question est donc : serons-nous capables de nourrir le monde alors que les contraintes de la géographie et du climat se durcissent ? En tout cas, toutes les agricultures, y compris l'agriculture familiale, devront être mobilisées.

## DES ATOUTS INDISPUTABLES

Les États et les entreprises ont massivement investi dans l'agriculture industrielle, à tel point que l'agriculture familiale n'a quasi plus reçu les financements nécessaires à son développement. Malgré cela, elle fournit 70 % des denrées alimentaires mondiales (jusqu'à 80 % dans les pays en développement). Sa contribution à la sécurité alimentaire est donc essentielle.

Contrairement aux fermes industrielles, elle fournit en outre des produits très diversifiés, garants d'un meilleur équilibre alimentaire.

Cette agriculture est aussi un gisement d'emplois. Il y aurait encore de par le monde 500 millions de fermes familiales, soit 80 % de toutes les exploitations. Elles procurent travail, subsistance et revenu à quelque 2 milliards de personnes qui, dans bien des régions du monde, ne pourraient trouver à se reclasser dans d'autres fonctions économiques. L'agriculture familiale est un rempart contre une aggravation de la pauvreté.

*L'agriculture familiale fournit 70 %  
des denrées alimentaires mondiales.  
80 % dans les pays en développement.*

La durabilité des ressources, eau et sols notamment, est au cœur de la difficile équation du développement agricole. S'il faut produire plus, il faut sans doute le faire autrement, en respectant davantage les contraintes environnementales. L'agriculture familiale propose généralement, quand elle est pratiquée de manière raisonnée, un système d'exploitation de la nature à bien des égards plus soutenable sur le long terme que celui de

la ferme industrielle ou intensive.

Elle est enfin au cœur du maintien en vie du monde rural, où vivent encore presque 50 % de la population mondiale. Elle joue un rôle central dans les circuits économiques et sociaux d'une ruralité dont on dit parfois qu'elle se meurt.

## UN CIEL LOURD DE MENACES

Si l'agriculture familiale nourrit le monde, elle ne nourrit pas toujours suffisamment ceux qui la pratiquent. Plus de 70 % des personnes souffrant de malnutrition vivent dans les zones rurales de pays en développement et la plupart d'entre elles pratiquent l'agriculture. C'est un paradoxe.

85 % des agriculteurs exploitent moins de 2 hectares. L'étroitesse des lopins est une explication du dénuement de nombreux paysans.

Les techniques de production laissent aussi souvent à désirer et cela se marque par des rendements médiocres. Les effets du changement climatique sont difficiles à mesurer, mais il apparaît qu'il impose, dans de nombreuses régions du monde, une adaptation des pratiques traditionnelles.

Produire ne suffit pas pour sortir la tête de l'eau. Encore faut-il pouvoir vendre à des prix suffisamment rémunérateurs. Pour vivre décemment et consentir les investissements nécessaires à la survie d'une exploitation.

*« Si l'on ne change rien, la fin des paysans sera plus probable que la fin de la faim. »*

Gérard Choplin, agronome, expert en politiques agricoles

### Belgique : moins d'agriculteurs, des fermes de plus en plus grandes

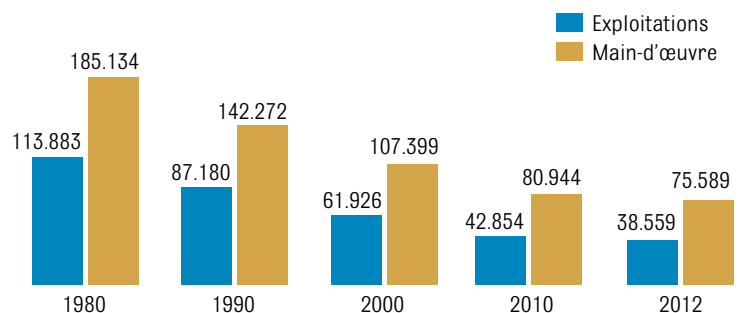
Comme la plupart des agricultures européennes, l'agriculture belge est caractérisée par une diminution continue du nombre d'exploitants et une augmentation de la concentration des terres.

En 30 ans, entre 1980 et 2010, le pays a perdu 63 % de ses exploitations agricoles et la superficie moyenne des fermes a plus que doublé (21,8 ha en Flandre, 51,1 ha en Wallonie).

La part de l'agriculture dans l'économie belge a fortement diminué : 0,65 % du produit intérieur brut en 2010 contre 1,13 % en 1980. Il n'empêche : elle assure 5,8 % des exportations du pays, 11 % si l'on considère toute la part de l'agroalimentaire.

Un chiffre interpelle : près de 60 % des fermes exploitaient en 2010 plus de 30 hectares. Si l'agriculture demeure en Belgique encore globalement familiale, c'est à une certaine échelle. Il y a de moins en moins de paysans par hectare.

#### BELGIQUE : ÉVOLUTIONS AGRICOLES



Source : Chiffres clés de l'agriculture 2013 - SPF Économie, PME, Classes moyennes et Énergie

Le développement - certains parleraient de dérégulation - du commerce agricole international a structurellement poussé à la baisse les prix des produits alimentaires. Cela bénéficie au consommateur, mais parfois de façon marginale car la part qui revient au producteur agricole dans le prix du produit consommé est relativement faible par rapport à celles de la transformation et de la commercialisation. L'agriculteur, de son côté, voit sa rémunération fléchir alors même que ses coûts de production ne cessent d'augmenter. L'endettement est une menace pour bien des exploitations familiales comme l'a encore cruellement révélé chez nous, en janvier, le suicide d'un éleveur de volailles d'Anthisnes.<sup>(4)</sup>

Dans les pays en développement, c'est la misère des campagnes qui alimente l'exode des ruraux vers les villes, où les opportunités d'emploi sont pourtant souvent très aléatoires.

## Politique agricole commune : pour les petits ou pour les grands ?

La politique agricole européenne (PAC) est le « gros morceau » du budget européen (38 %, mais 70 % dans les années 1970). Cela est souvent contesté vu la proportion relativement faible de la population de l'Union qu'elle soutient. Encore faudrait-il préciser qu'elle ne concerne pas uniquement les producteurs, mais aussi les consommateurs.

La PAC a été conçue au départ pour assurer la sécurité alimentaire de l'Europe et l'objectif a été atteint. Un peu plus même car elle a généré des surplus importants : coûteux pour les Européens, potentiellement déstabilisants pour les producteurs des pays en développement où ils ont été exportés à prix bradés.

La nouvelle PAC (2014-2020) se veut plus raisonnée. Elle plafonne les aides directes à la production, mais les grosses exploitations peuvent tout de même recevoir annuellement jusqu'à 300.000 €. Elle favorise un « verdissement » agricole en attribuant 30 % de ses financements à des agriculteurs qui se préoccupent de l'environnement. Le Parlement européen a toutefois refusé que l'on évalue régulièrement l'impact de cette nouvelle politique sur les pays du Sud.

À noter, et cela interpelle : les aides représentent plus de 50 % des revenus des agriculteurs européens. C'est une force, mais aussi, potentiellement, une grande fragilité.



## MESURES D'URGENCE

Sécurité alimentaire, préservation de l'environnement et de la biodiversité, lutte contre la pauvreté... les raisons de soutenir l'agriculture familiale ne manquent pas.

La FAO<sup>(2)</sup>, qui pilote l'Année internationale de l'agriculture familiale, et la CNUCED<sup>(3)</sup> plaident pour que la communauté internationale, les gouvernements, les agences de développement, le secteur de la recherche, les ONG, etc. apportent leur concours au développement de cette agriculture à échelle humaine.

Il faut tout d'abord des financements renforcés. L'agriculture ne bénéficie que marginalement de l'aide au développement, même si les promesses faites après la crise alimentaire de 2007-2008 ont abouti à quelques progrès.

La CNUCED a déclaré l'urgence agricole : Réveillez-vous avant qu'il ne soit trop tard !, tel est le titre de l'un de ses derniers rapports.

Le développement de l'agriculture familiale passe prioritairement par une assistance technique, pour des pratiques plus efficaces et mieux adaptées. Une assistance technique s'appuyant sur les connaissances et savoir-faire paysans, améliorés et revalorisés.

Un meilleur accès aux moyens de production est aussi très important : la terre (mettre un frein à son accaparement), l'eau (promouvoir un usage économe), le crédit (pour investir et se développer), les intrants (semences de qualité, engrais, produits phytosanitaires), etc.

Le développement de l'agriculture familiale passe aussi par de meilleures portes d'entrée sur les marchés, à des prix vraiment rémunérateurs. Cela suppose notamment une information des agriculteurs familiaux sur le fonctionnement des marchés et une organisation collective permettant de saisir de meilleures opportunités (vendre ensemble pour vendre mieux). Les chantiers du développement de l'agriculture familiale sont nombreux et c'est ensemble qu'il faut les mener à bien. À son échelle, modeste, c'est ce à quoi s'attache lles de Paix. ●

(1) La révolution verte a promu à partir des années 1960 une intensification de l'agriculture par un recours à des variétés à haut rendement, à des intrants chimiques (engrais et pesticides) et à l'irrigation.

(2) FAO : Food and Agriculture Organization, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture

(3) CNUCED : Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

(4) Lire à ce propos l'article « Suicide des agriculteurs : un phénomène mondial qui s'accroît » (RTBF, 24 juin 2013) dans les prolongements de ce numéro sur le site lles de Paix.

# La piste de l'agroécologie

Face aux impasses environnementales et financières auxquelles se heurte l'agriculture, la piste de l'agroécologie apparaît à un nombre croissant de paysans et de spécialistes de l'agronomie comme une piste prometteuse.



Atelier de formation à l'agroécologie proposé au Burkina Faso par l'ONG Terre et Humanisme. Deux membres de l'équipe de Paix y ont participé.

L'objectif de l'agroécologie est de produire plus et mieux, avec des impacts environnementaux et sociaux néfastes réduits, en utilisant notamment moins d'intrants (engrais et pesticides) extérieurs ou commerciaux. L'agroécologie mise aussi sur une revalorisation des savoirs traditionnels par les apports de la science agronomique. Elle se profile comme une alternative au modèle dominant de l'agriculture industrielle ou intensive.

Elle s'incarne aussi, notamment en Amérique latine, dans un mouvement social qui défend les concepts de souveraineté et d'autonomie alimentaires.

## RETOUR AUX SOURCES ET À LA NATURE

Sur le terrain, les pratiques de l'agroécologie se caractérisent par une volonté de retour aux sources et à la nature.

La fertilisation des sols se fait grâce à des engrais verts et du compost. Les plantes sont protégées par des produits phytosanitaires naturels, qu'idéalement, les paysans produisent eux-mêmes. La croissance des plantes est favorisée par la couverture des sols. On privilégie des variétés locales, bien adaptées aux terres cultivées. Le recours à l'irrigation est économe et vise une efficacité maximale. Les sols sont protégés contre l'érosion par des aménagements de surface et des boisements.

## UNE AGRICULTURE PLUS AUTONOME ET PLUS LOCALE

Olivier De Schutter, Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation, est un fervent partisan de l'agroécologie, en laquelle il voit une solution à la pauvreté rurale, à la malnutrition, au changement climatique et à la perte de la

biodiversité. Dans un rapport publié en 2011, il relève que l'agroécologie est « un moyen peu onéreux de se fournir en engrais à l'aide des effluents d'élevage, des restes de culture ou au travers de plantations d'arbres, véritables usines de captation d'azote ». Il insiste aussi sur le fait que cette pratique diminue la dépendance des agriculteurs à l'égard des intrants externes (souvent très coûteux) et des subventions de l'État (absentes dans de nombreux pays en développement).

L'agroécologie a une autre vertu : elle prône et pratique la diversité et se démarque radicalement de la monoculture propre à l'agriculture à grande échelle, qui a contribué à des déficiences nutritionnelles dans bien des pays pauvres.

En résumé, l'agroécologie se veut une agriculture plus autonome et plus locale. Elle se fonde sur des pratiques bien maîtrisées par les paysans, améliorées par les acquis de la recherche scientifique. Elle est aussi une agriculture dont la vocation première est de satisfaire une consommation elle aussi locale, à travers des circuits courts.

## DANS LES PROJETS D'ILES DE PAIX...

Sans verser dans une position dogmatique ou exclusive, Iles de Paix propose dans ses projets des pratiques agroécologiques. Elles peuvent constituer une voie, parmi d'autres, pour des paysans pauvres, dans des régions où les sols sont souvent ingrats et où se manifestent, de plus en plus, les effets du changement climatique.

Au Burkina, de nombreuses « fermes » agroécologiques ont été aménagées. Il s'agit de parcelles d'un hectare sur lesquelles on combine la culture du sorgho et du maïs avec celle d'arbustes propices à l'enrichissement des sols. Le recours au compost, aux engrais verts, aux déjections d'un petit élevage proche complète le dispositif.

Au Bénin, l'association de la culture du maïs à celle du pois d'Angole, une légumineuse riche en azote, a fait merveille dans la commune de Toucountouna : le rendement du maïs a augmenté et les paysans s'épargnent l'achat d'engrais chimiques.

Au Pérou, c'est aussi un modèle inspiré de l'agroécologie qui est en train de se mettre en place. Des fermes aux activités intégrées et agissant positivement les unes sur les autres, la promotion d'un recours à des engrais verts,

à des reboisements de protection et d'enrichissement des terres, etc.

Toutes ces pratiques font l'objet de formations. Formation des paysans, mais aussi formation de nos équipes.<sup>(\*)</sup> ●

(\*) En décembre, deux agents de développement d'Iles de Paix au Burkina Faso ont suivi une formation en agroécologie proposée par l'ONG Terre et Humanisme.

## Un collaborateur burkinabè d'Iles de Paix à Gembloux Se nourrir d'autres expériences

**Issouf Kaboré est ingénieur agronome. Il travaille pour Iles de Paix au Burkina Faso comme chargé de programmes. Il a suivi l'automne dernier une formation à la Faculté agronomique de Gembloux centrée sur l'appui aux innovations en agriculture familiale.**

*Cette formation visait à nous fournir des outils méthodologiques et des connaissances pour identifier, développer et diffuser des innovations techniques et en organisation pour améliorer durablement le fonctionnement de l'agriculture familiale des pays en développement*

### En quoi t'a-t-elle enrichi ?

*Elle m'a permis de renforcer mes compétences en matière de promotion d'une agriculture durable respectueuse de l'environnement et de la santé des populations. Elle était très pratique car elle combinait des sorties sur le terrain et des communications sur des expériences vécues en Afrique et en Europe.*



### Qu'est-ce qui est transposable dans la région du Burkina Faso où tu travailles ?

*On peut se poser la question : en quoi les expériences de l'agriculture familiale européenne peuvent-elles inspirer les paysans africains, dont le contexte est si différent ? Cependant, certaines activités sont transposables en Afrique en général et dans l'est du Burkina en particulier. Par exemple, la promotion d'une agriculture familiale, mise en difficulté par l'agrobusiness, préservant les ressources naturelles et favorisant une grande implication de la femme.*

*Il y a aussi, comme en Europe, la nécessité d'organiser les producteurs pour qu'ils participent activement à la définition des politiques agricoles, à la défense de leurs intérêts et à la promotion d'un nouveau type de marché local.*

*Je citerais encore la valorisation des produits de l'agriculture et de l'élevage par leur transformation.*

### Penses-tu que l'agroécologie peut être d'un apport important pour l'agriculture familiale en Afrique ?

*Dans un contexte de dégradation accélérée des ressources naturelles dans le Sahel provoquée en partie par une agriculture mal adaptée et par les effets du changement climatique, je pense que l'agroécologie peut apporter beaucoup à l'agriculture familiale. Contrairement à l'agriculture intensive conventionnelle qui s'appuie sur l'usage d'intrants externes d'origine chimique, l'agroécologie cherche à intensifier la production tout en respectant les équilibres naturels et en privilégiant le recyclage. Elle permet aussi aux producteurs de trouver des solutions à leurs problèmes par eux-mêmes et pour eux-mêmes, en se fondant sur les connaissances et les logiques locales.*

# Et le commerce, dans tout ça ?

L'agriculture s'est mondialisée, et cela a un impact sur les prix offerts au paysan, au Nord comme au Sud. Le problème, pour l'agriculteur, est de bien se positionner sur ses marchés, proches ou lointains : proposer un produit de bonne qualité et trouver les bonnes filières pour le vendre bien.



De bons produits et un accès au marché : les producteurs de grenadilles tirent les bénéfices de leurs efforts.

## LE RIZ D'ICI, LE RIZ D'AILLEURS

En Afrique de l'Ouest, on trouve sur les marchés du riz asiatique. Du riz souvent « cassé », de second choix, à prix... cassés. Il est produit dans des régions particulièrement propices à cette culture et où le niveau des salaires est très bas. On trouve aussi sur ces marchés du poulet industriel ou des oignons européens qui peuvent être bradés en raison des aides dont bénéficient leurs producteurs. Et pourquoi pas, si le but est de fournir à des populations pauvres des denrées alimentaires à un prix abordable ? Tout en sachant qu'on ne prend pas en compte dans ce prix le coût « écologique » du transport de ces denrées. La question est à analyser sur le long terme. Qu'en sera-t-il des agricultures locales si les producteurs autochtones ne peuvent vendre leurs surplus à des prix qui, non seulement, couvrent leurs frais, mais soient rémunérateurs ?

Qu'advient-il d'un secteur économique qui fait vivre la très grande majorité d'une population s'il n'est pas un tant soit peu protégé ? C'est un problème très complexe, sur lequel il faut se garder d'appréciations simplistes. D'un côté, il y a, par exemple, le paysan européen dont on limite la production (car il y a surproduction et que cela est coûteux en subsides divers). Il dit : « Mais enfin, il y a une bonne partie du monde qui meurt de faim ! » Et de l'autre, le paysan africain qui déserte son champ et que la misère pousse vers les villes.

Pas facile d'arbitrer une telle situation. Parce que l'urgence le dispute souvent à la raison.

Prenons l'exemple de la grenadille, une sorte de fruit de la passion. Elle était mal ou pas vraiment « cultivée », de piètre qualité, vendue à l'occasion, à des prix médiocres. La professionnalisation de cette culture a changé la donne. Mais il a d'abord fallu changer les pratiques, convaincre les gens qu'il y avait là un potentiel, pour peu qu'on le mette en valeur.

Aujourd'hui, le résultat est là. Les paysans ont pris conscience de la valeur marchande de la grenadille, se sont formés pour mieux la cultiver, ont amélioré la qualité de leur production, se sont organisés pour une commercialisation plus profitable.

Faire du paysan un acteur efficace sur le marché, cela peut être la condition de sa survie. Et de la survie de la paysannerie !

## Iles de Paix et le marché

### Olivier Genard, responsable de l'unité Sud d'Iles de Paix :

*Dans le Sud, nous avons toujours considéré le marché comme un outil dont il faut se servir pour essayer d'améliorer la situation des populations avec lesquelles nous travaillons.*

*La plupart de nos activités sont orientées vers l'amélioration du revenu des paysans. Cela passe par le soutien à leurs activités productives et aussi par le renforcement de leur capacité de commercialisation. A ce niveau, nous n'essayons pas de contourner les acteurs du marché, mais nous faisons en sorte que les producteurs y trouvent leur place et soient correctement rémunérés pour leur travail.*

## BIEN VENDRE SON PRODUIT

C'est intéressant de produire. C'est surtout intéressant de produire quelque chose que l'on peut vendre, et à bon prix. Au Pérou, dans la région andine où Iles de Paix travaille, il n'est pas question de marché international, simplement du marché intérieur.



La révolution de l'agriculture familiale, par le directeur de la FAO • Les chiffres clés de l'agriculture belge • Le suicide des agriculteurs : un phénomène mondial • Le site de l'ONG Terre et Humanisme, spécialisée dans l'agroécologie  
> [www.ilesdepaix.org/transitions](http://www.ilesdepaix.org/transitions)



© IDP

## PÉROU > L'irrigation à la portée de tous

Iles de Paix a développé au Pérou un système d'irrigation familial simple, peu coûteux et économe en eau. Les familles peuvent aisément se l'approprier et beaucoup l'ont adopté pour améliorer les rendements de leurs cultures.

Il manquait sur ce système une documentation technique. Iles de Paix l'a rassemblée dans un manuel présenté en décembre dans les locaux de la Direction régionale de l'agriculture.

Pourquoi ce manuel ? Pour diffuser le plus largement possible ce système auprès des ONG, des professionnels du secteur, des institutions régionales et communales.

Pari gagné : dès l'annonce de sa parution, les demandes ont afflué ! Chacun

voulait s'assurer de disposer d'au moins un exemplaire.

L'édition de ce manuel constitue un événement important. C'est un nouveau pas vers une diffusion à grande échelle des expériences positives engrangées par Iles de Paix dans ses communes d'intervention.

Dans la foulée de la présentation de ce manuel, une formation a été dispensée à des responsables locaux qui formulent les projets d'investissements publics. Pour que la dimension « irrigation familiale » soit intégrée dans les projets qu'ils auront à concevoir. Il est bien ici question de cet essaimage si cher à Iles de Paix : que ses projets fassent école et soient reproduits par d'autres.

## BÉNIN > Le discours des maires

L'intervention d'Iles de Paix dans la commune béninoise de Toucountouna s'est achevée fin 2013. Une cérémonie officielle de clôture a marqué cette fin de parcours ; elle a rassemblé, en décembre, un bon millier de personnes, dont Laurence Albert, secrétaire générale de l'association, Freddy Meurs, membre du Conseil d'administration, et Ludovic Joly, coordinateur d'Iles de Paix au Bénin.

L'ancien maire de la commune, avec lequel la collaboration avait commencé, et le maire actuel étaient évidemment de la partie. Ils se sont adressés aux maires des trois communes où de nouvelles interventions ont commencé au début de cette année : *Nous regrettons le départ d'Iles de Paix, bien sûr, mais nous nous réjouissons que, par ce départ, des communes sœurs puissent à leur tour bénéficier de son action. Vous verrez qu'Iles de Paix est exigeant, mais la contrepartie, c'est la qualité de ses réalisations. Profitez de la chance qui vous est offerte et respectez les engagements que vous prendrez. Avec Iles de Paix, on ne triche pas, il n'y a pas de deuxième chance !*

C'est un bel hommage au travail accompli à Toucountouna pendant plus de 10 ans et à la rigueur de notre démarche.



© IDP

## MALI > Une année d'autonomisation

Clôture à Toucountouna, dernière année d'intervention dans les deux communes du Mali où opère Iles de Paix. Prenant acte de la situation du pays, qui demeure incertaine, de la difficulté de recruter dans notre zone de travail et de l'impossibilité d'y mener des missions d'encadrement et de suivi, le Conseil d'administration de l'association a décidé de ne pas entamer de nouvelles interventions au Mali.

Dans la commune de Bénéna, les programmes ont été menés à bien et 2014 sera, comme prévu, une année de finalisation. Dans celle de Fangasso, il a été décidé de ne pas toucher de nouveaux bénéficiaires, mais bien de préparer à l'autonomie ceux qui ont été soutenus.

L'autonomisation est une phase cruciale d'une intervention. Notre équipe au Mali y consacrera toute l'énergie et l'attention nécessaire.

A l'heure actuelle, par exemple, elle travaille avec la Mairie de Bénéna pour réformer, afin de la rendre plus efficace et donc plus profitable, la gestion du marché, totalement réaménagé avec l'aide d'Iles de Paix en 2009. Bien d'autres serrages de boulons et renforcements des compétences des bénéficiaires sont au programme de cette année de bouclage de notre intervention dans les deux communes.



© Aurone Protte/IATA Namur

## Préparer des jeunes à la découverte de l'Afrique

Pour la deuxième année consécutive, Iles de Paix accompagnera deux groupes de jeunes en Afrique durant les vacances de Pâques, dans le cadre de l'opération *Move with Africa*, organisée par *La Libre Belgique* avec l'appui du ministère belge de la Coopération au développement.

Les élèves de l'Athénée royal de Vielsalm-Manhay se rendront au Burkina Faso, ceux du Centre éducatif Saint-Pierre de Leuze, au Bénin. La rencontre interculturelle est au cœur du projet : découvrir la vie de jeunes et de gens ordinaires dans un pays en développement.

Pour Laurent Deutsch, responsable des activités d'éducation au développement à Iles de Paix, ce séjour est une étape dans un processus plus global : *Avant d'agir efficacement, on se renseigne, on s'informe, on se motive. Après être allés sur place, on peut espérer que ces jeunes substitueront à la pitié pour les « malheureux » la volonté d'agir solidairement en faveur d'autres êtres humains. Ainsi deviendront-ils des personnes un peu plus accomplies.*

Ces voyages d'éducation et de sensibilisation sont minutieusement préparés. Et pour ceux-ci, Iles de Paix a innové en invitant d'autres ONG belges parties prenantes à un premier grand week-end de préparation qui a rassemblé à Namur, en novembre, sept des dix groupes engagés dans l'opération *Move with Africa*. Pour créer un élan, jeter des ponts entre les participants, travailler ensemble pour mieux cerner tous les contours d'un beau et grand projet.

## Des chiffres qui interpellent

Oxfam a publié en janvier le rapport *En finir avec les inégalités extrêmes* qui dénonce l'augmentation des inégalités dans le monde, ce fossé entre riches et pauvres qui ne cesse de se creuser.

Révélation marquante de ce rapport : près de la moitié des richesses mondiales est détenue par 1 % de la population ; les 85 plus grosses fortunes possèdent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de la population.

Pour Oxfam, ce creusement des inégalités a des effets pernicieux sur les pays développés et en développement en permettant aux plus fortunés d'entraver les processus démocratiques et de dicter des politiques qui favorisent leurs intérêts au détriment du reste de la population mondiale.

Le récent Forum économique mondial de Davos, qui rassemble annuellement la crème des décideurs économiques et politiques, a lui aussi pointé les inégalités comme le principal risque pour la stabilité du monde. Pourquoi ? Parce que les inégalités sont source de conflits sociaux et de paupérisation, ce qui n'est pas bon pour l'économie. Comme quoi, des camps réputés aux antipodes peuvent parfois poser un même diagnostic. A défaut, sans doute, de proposer les mêmes remèdes...

## La coopération expliquée aux jeunes

Iles de Paix a produit, avec *Le Journal des Enfants*, un dossier qui passe en revue les différents aspects et acteurs de la coopération. L'objectif de cette publication est d'aider les jeunes à avoir une vision plus claire de la démarche de coopération et du développement économique et social qu'elle vise. Ce sont des réalités multiformes dont il est malaisé de saisir toute la diversité. Et tant mieux si une meilleure compréhension de ces réalités les conduit sur la voie d'un engagement solidaire !

Ce dossier a été distribué dans tous les établissements scolaires de la Fédération Wallonie-Bruxelles. On peut l'obtenir sur simple demande à Iles de Paix ou le télécharger sur son site.



- Le site de l'opération *Move with Africa*
- Le dossier *Coopération au développement*
- Le rapport Oxfam *En finir avec les inégalités extrêmes*
- Un article de France 24 sur Davos face à la montée des inégalités

> [www.ilesdepaix.org/transitions](http://www.ilesdepaix.org/transitions)



© M. de Bray - Photographe



© A. Pirotte - IATA



© M. de Bray - Photographe

# LE LEGS EN DUO : INTÉRESSANT POUR TOUS MES HÉRITIERS ?



© A. Pirotte - IATA

Découvrez comment avantager  
vos proches tout en  
soutenant Iles de Paix sur  
[www.ilesdepaix.org/soutenir/  
faire-un-legs](http://www.ilesdepaix.org/soutenir/faire-un-legs)  
ou en appelant  
Christine de Bray au 085 23 02 54



© O. Genard - IDP Pérou



© C. de Bray - IDP



© C. Roland - IATA



© C. de Bray - IDP

